

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
Cité administrative Bâtiment A
Cité administrative Bâtiment A
24016 Périgueux Cedex

Agen, le 30/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Christeyns France SAS

31 rue de la Maladrie
44120 Vertou

Références : FF/Ubd 24-47/310/2025
Code AIOT : 0005200147

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2025 dans l'établissement Christeyns France SAS implanté ZA Les Farges 24580 Rouffignac-Saint-Cernin-de-Reilhac. L'inspection a été annoncée le 27/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection intervient suite à l'arrêté de mise en demeure BE-2024-03-06 du 28 mars 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Christeyns France SAS
- ZA Les Farges 24580 Rouffignac-Saint-Cernin-de-Reilhac
- Code AIOT : 0005200147

- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Christeyns France fabrique sur son site de ROUFFIGNAC Saint CERNIN de REILHAC des produits et solutions d'hygiène pour les professionnels. Suite au courrier du 22 octobre 2024, le classement du site évolue comme suit :

- Soumis à Déclaration pour la rubrique 2630 : détergents et savons;
- Soumis à déclaration avec contrôle pour la rubrique 4510 : dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.
- Soumis à déclaration pour la rubrique 4130-b : toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation.
- Soumis à déclaration pour la rubrique 4422 : substances et mélanges auto-réactifs, pyrophoriques ou comburants et peroxydes organiques
- Soumis à déclaration pour la rubrique 4441 : substances et mélanges auto-réactifs, pyrophoriques ou comburants et peroxydes organiques
- Déclassement pour la rubrique 4331 : liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.

Contexte de l'inspection :

- Pollution
- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Evacuation des excédents de déchets	AP de Mise en Demeure du 28/03/2024, article 1	Avec suites, Demande d'action corrective	Levée de mise en demeure
2	Régularisation administrative	AP de Mise en Demeure du 28/03/2024, article 2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en œuvre les moyens nécessaires afin de satisfaire aux 2 points de l'arrêté de mise en demeure n° BE-2024-03-06 du 28 mars 204.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Evacuation des excédents de déchets

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/03/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 13/03/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

- date d'échéance qui a été retenue : 06/12/2025

Prescription contrôlée :

La société Christeyns évacue par les filières agréées l'excédent de déchets, dangereux et non-dangereux, de son site afin de respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel précité.

Le délai accordé à la société CHRISTEYNS FRANCE, pour terminer l'évacuation de son excédent de déchets est de 3 mois. L'exploitant transmet, sous 4 mois, à l'inspection des installations classées tous les documents justifiant de l'élimination et du traitement des déchets sus-mentionnés.

Constats :

Le jour de l'inspection il a été constaté que l'exploitant avait évacué l'ensemble du stock d'eau de rinçage présent sur sa plateforme. L'exploitant a mentionné l'évacuation de 600 tonnes via les filières agréées.

Les 12 transicuves restants correspondent au flux généré par l'entreprise dans son activité normale. L'évacuation se fait par camion de 27 transi-cuves.

A noter également que l'exploitant a confirmé la remise en route de son évaporateur, permettant ainsi que les matières dangereuses soient concentrées et séparées des eaux de rinçages. Une campagne d'analyse est en cours afin de permettre la réutilisation de ces eaux de rinçage dans le process du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'article 1 de l'arrêté de mise en demeure demande à l'exploitant une évacuation de l'ensemble de l'excédent de déchets (eaux de rinçage + déchets concentrés) de son site.

L'implication de l'exploitant a permis d'éliminer le stock résiduel et de n'avoir sur son site que les eaux de rinçage et déchets concentrés liés à son activité dans des quantités compatibles avec l'arrêté encadrant son exploitation.

L'exploitant est en train de préparer un dossier résumant les interventions et les bordereaux de suivis de déchets qu'il transmettra à l'inspection.

L'article 1 de l'arrêté de mise en demeure est donc satisfait.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Régularisation administrative

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/03/2024, article 2

Thème(s) : Produits chimiques, Rubrique 4130
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 13/03/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 06/12/2025
Prescription contrôlée : <p>La société CHRISTEYNS FRANCE est mise en demeure de régulariser la situation administrative de son site de ROUFFIGNAC-SAINT-CERNIN-DE-REILHAC.</p> <p>Elle dispose de 7 jours pour régulariser administrativement sa situation vis-à-vis de la rubrique 4130 de la nomenclature des ICPE.</p>
Constats : <p>Par récépissé du 8 avril 2024, l'exploitant a effectué la régularisation administrative de son site en déposant une demande de déclaration initiale (téléprocédure) de son installation pour la rubrique 4130.</p> <p>Les conditions posées par l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure sont donc satisfaites.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure